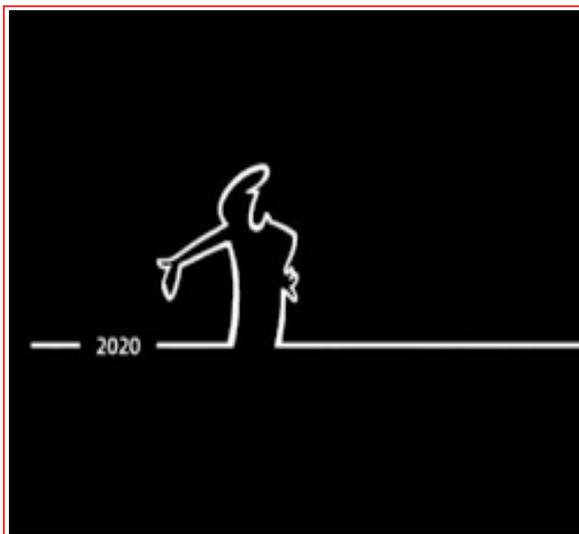


Le journal numérique qu'il vous faut de **SUD EDUCATION** Réunion

N°10 du 10 décembre 2020

## ÉDITO

### L'année de tous les dangers...



**Votre SUDKIFO revient sur les dégâts collatéraux causés par la pandémie et orchestrés par la bande à Macron !**

Répression anti-syndicale tous azimuts, financement d'un syndicat lycéen à la solde du gouvernement, bidonnage généralisé des examens, pressions en tous genres pour la pseudo continuité pédagogique lors du confinement et après, directives ubuesques autour du masque et du protocole sanitaire, mise en place des PIAL pour flexibiliser, mutualiser et pressuriser les AESH...

Et voilà qu'on nous demande en cette fin d'année de préparer un plan B de continuité pédagogique au cas où le méchant virus viendrait déferler dans nos cantines ou dans nos classes surchargées. La nouvelle arme de destruction massive vantée par notre Ministre préféré pour résister ? Le numérique pardi !

**Si d'aventure tu ne te sens pas très à l'aise avec la com' et les méthodes de la start-up nation, ce SUDKIFO est pour toi ! Bonne lecture à toi camarade !**



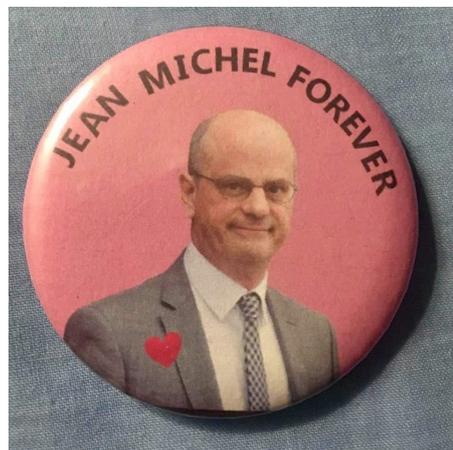
## **INNOVATION :** **BLANQUER CRÉE SON SYNDICAT LYCÉEN**



Il y a quelques semaines, une [enquête de Mediapart](#) épinglait le ministère pour sa conception pour le moins partisane des subventions aux organisations lycéennes. **Extrait** :« **Avenir Lycéen**, une organisation lycéenne favorable à l'exécutif a reçu **65.000 euros de subventions** du ministère en 2019, dont 40.000 pour un congrès qui n'a jamais eu lieu. À sa tête, on a plutôt dégainé la carte bleue pour des frais de bouche et d'hôtels. Alertée, la rue de Grenelle, loin de couper les vivres, a réservé au syndicat 30.000 euros supplémentaires pour 2020.

*Officiellement « apolitique », le syndicat, créé en 2018, est composé d'une trentaine de membres actifs, dont plusieurs sont également adhérents aux Jeunes avec Macron. Sur ses réseaux sociaux, l'organisation relaie régulièrement la communication du gouvernement. D'autres syndicats lycéens, opposés aux orientations politiques de Jean-Michel Blanquer, ont vu, eux, leurs demandes de subvention largement revues à la baisse, voire rejetées, par le ministère ces deux dernières années ».*

Et voilà que [Libération](#) révèle quelques jours plus tard, que **l'association Avenir Lycéen a été créée par... Blanquer lui-même !** C'est en Décembre 2018, pendant le mouvement des Gilets Jaunes, que Jean-Mimi a demandé à Jean-Marc Huart, numéro 2 du ministère de l'Education Nationale, de rassembler des lycéens Macron-compatibles afin de fonder une association lycéenne pour soutenir la politique de Jean-Mimi. Des rectorats ont même participé à l'écriture de communiqués du syndicat, systématiquement favorables aux réformes du ministère...

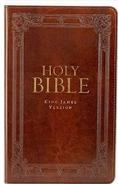


Dernière info : Blanquer a diligenté une enquête sur Avenir Lycéen et l'a confiée à... la **DGESCO** (direction générale de l'enseignement scolaire). **L'IGPN de l'Education Nationale !**

**Le pire, c'est que ça ne nous surprend même plus...**

# LES ZÉROS DE LA RÉPUBLIQUE

La preuve  
que  
DIEU  
existe



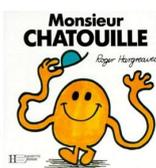
La preuve  
que  
ALLAH  
existe



La preuve  
que  
YAHVÉ  
existe



La preuve  
que  
MONSIEUR  
CHATOUILLE  
existe



©ComplotsFaciles

**Bonjour Samuel, Tu permets que je te tutoie ? Parce que maintenant, tout le monde te connaît un peu, tu es paraît-il un « héros ». Et c'est encore plus commode morts, les héros : ils ne parlent plus, on peut leur faire dire ce qu'on veut, on les essentialise : tu es devenu un symbole de la résistance, de la lutte contre la barbarie, contre tous les obscurantismes, de la laïcité à la française, notre fierté à tous, bien entendu... Je ne sais pas si tu en demandais tant ?**

*Peut-être considérais-tu que tu faisais simplement ton boulot, un boulot si peu reconnu par nos supérieurs, eux qui, avant de t'encenser mort, t'avaient envoyé un référent « Laïcité / Valeurs de la République » pour te « rappeler les règles de laïcité et de neutralité » que t'avais pas l'air de bien maîtriser : pour te soutenir, quoi, ça n'a rien à voir avec une sanction, tu sais, on l'a tous compris, nous, en salle des profs...*

*Donc t'es un héros, certains enseignants vont continuer à se battre tout seuls contre tous les extrémismes, les autres vont faire comme ils peuvent, avec toujours plus d'élèves par classe, toujours moins de moyens et de soutien - et si un élève dérape, hop là, garde à vue ! N'oublions pas cette idée de génie (des Républicains) : mettre au Brevet une épreuve de laïcité. Elle a été vite jetée aux oubliettes, celle-là. Va savoir pourquoi... Pourtant, ça c'est frapper fort, la voilà la solution, les terroristes n'ont qu'à bien se tenir! Et la cerise sur le gâteau : un discours de Blanquer. C'est important, les mots, ça coûte rien. Mais les mots ne suffisent plus, face à l'horreur. Et c'est tout ce qu'on t'a donné. Ils ont fait de toi un symbole de la liberté tout en la réduisant de plus en plus, au nom d'un pseudo droit de réserve, de la « lutte » sanitaire ou de la sécurité.*

*On l'avait déjà vu avec nos « héros du quotidien », les soignants comme on dit. Eux, ils n'en demandaient pas tant non plus, ils sentaient bien que c'était une manière de leur dire « ferme ta gueule », eux qui manifestaient, grévaient depuis déjà des mois, sans être aucunement écoutés. Ça coûte pas cher, les applaudissements... Le héros, c'est le cache-misère d'une société qui après avoir bien tout détruit, lien social, solidarité, se félicite que quelques-uns résistent. Politiques destructrices... Assassins divins...*

*En tout cas, si tel malheur m'arrivait, Inch'Allah, je ne sais pas ce qui serait le pire : un putain de badge Super Héros ou qu'on donne mon nom à mon dernier établissement.*

## UN POGNON DE DINGUE



On a pu lire ici et là que ça y est, les enseignant·es allaient être revalorisé·es, même que JMB nous a écrit pour nous l'annoncer. Enfin, il nous a envoyé une vidéo pendant qu'il faisait vivre le dialogue social. C'est comme ça qu'on dit en macronie quand on prépare une **séance d'enfumage**. Ainsi, la parole de notre vénéré

ministre a ruisselé jusqu'à nos oreilles et nous avons entendu parler de **prime** d'attractivité jusqu'au 7ème échelon et d'une **prime** d'équipement informatique de 150€ pour le télétravail.

2/3 des enseignant·es ne sont donc pas concerné·es par la prime d'attractivité. Au delà du 7ème échelon, l'attractivité du métier doit se suffire à elle-même. Si tu es encore enseignant·e après avoir subi plus de 10 ans de gel du point d'indice, c'est que tu peux bien encore te passer d'être revalorisé·e !

**Pas un mot pour les AED ou les AESH** qui devront toujours se contenter des miettes. La prime d'équipement, qui sera versée en janvier, exclut aussi les profs doc - ça doit pas être des vrai·es : qu'est-ce qu'ils·elles feraient d'un équipement informatique ?

À Sud éducation, **nous sommes opposé·es à la logique des primes** qui relèvent plus de l'outil managérial que de la reconnaissance salariale. Nous revendiquons une vraie revalorisation pour rattraper le décrochage salarial de toute la fonction publique. Nous ne sommes pas dupes : Macron et Blanquer n'en ont pas fini avec la casse de l'éducation. Une nouvelle fois le mirage d'une revalorisation sera la contrepartie, vite avalisée par certaines organisations syndicales, de ce qu'ils appellent une « redéfinition du métier d'enseignant ». Entendez salaire au mérite, embauche par les chefs d'établissement, annualisation, etc...

On se souvient des promesses faites en février 2020, « d'avoir une stratégie pluriannuelle d'augmentation [du salaire] des professeurs, avec une vision clairement affirmée qui est de faire du professeur français l'un des professeurs les mieux payés d'Europe. » Mais lors du Grenelle de l'Éducation, en cours, la « loi de programmation » a disparu : il y a des moments où Jean-Mi sait ne pas être trop ambitieux : quand il s'agit de tenir ses promesses. C'est d'autant plus décevant qu'il sait à ses heures être [généreux avec l'argent public](#).

**Mais l'important, c'est le slogan : « l'École de la confiance » et la lutte contre l'islamisme à l'école. Non ?...**



## **GRENELER :**

### **MARQUER UNE SURFACE DE PETITES ASPÉRITÉS ARRONDIES.**

**Je grenelle, tu grenelles, il grenelle à donf le Jean Mimi : la surface, c'est l'école. Les petites aspérités arrondies, ce sont les petits cailloux qu'il sème à tout va sur le chemin de sa destruction (pas la sienne hélas, celle de l'école !).**



Et elles ne manquent pas, les aspérités, dans son Grenelle avec un grand G : Par exemple un colloque « scientifique » pour réfléchir sur l'avenir du métier de professeur (quel beau métier, professeur!). "On" va définir **le prof du XXIème siècle**.

C'est qui "on" ? Sans doute des scientifiques puisque c'est un colloque scientifique ? En tout cas, pas des pédagogues, pas des didacticien·nes non plus. Pas des enseignant·es ni même des chercheurs ou chercheuses en sciences de l'éducation, pas des spécialistes des disciplines. Pas des représentants des mouvements pédagogiques non plus. Juste peut-être quelques ratons laveurs.

SUD éducation n'a pas été invité. La CGT, puis la FSU ont claqué la porte. Meirieu a fait pareil.

### **ILS ATTENDENT QUOI LES AUTRES POUR SE BARRER ?**



## **BADGE A MOIN !**



**Qui a dit que la Réunion était à la ramasse, considérée comme un territoire de seconde zone, un écart peu considéré ? Mensonges et billevesées que tout cela !**

Nos collègues de Lettres ont en effet eu la joie d'être convoqué.es, en ce début de mois, à un stage qu'ils devaient préparer en « **distanciel asynchrone** ».

En clair, il fallait qu'ils bossent sur leur temps libre, sans évidemment être déchargés de cours, avant d'aller au stage.

C'est normal : ça porte sur l'enseignement à distance...

Et, carotte suprême, les gentils toutous seront récompensés : **ils auront deux très jolis badges!** On dit merci qui ?

**Nous vous encourageons à refuser cette infantilisation : s'ils veulent nous remercier, qu'ils dégèlent et augmentent le point d'indice, ce sera bien plus simple que des pseudo-Grenelle ou de grands discours.**

## LA VIE RÊVÉE DES CHEFS:

C'est l' IEN d'une circonscription portuaire qui décroche le pompon cette fois-ci, et haut la main !



Une collègue P.E. est allée prendre son service la semaine dernière bien qu'étant souffrante, mais avec l'intention de consulter son médecin sur la pause méridienne. Après avoir demandé à la Directrice la permission de quitter son poste à 11h15 afin d'être de retour pour 13h, elle rencontre le chefaillon tatillon sur le parking qui lui demande de remplir une autorisation d'absence pour finalement la lui refuser "au nom de l'intérêt des élèves, des personnels et de l'institution (sic)."

**La collègue craque lorsqu'elle apprend la nouvelle.** On vous passe les détails, mais les collègues ont dû venir à son secours et les pompiers évacuer la collègue vers une unité spécialisée.

Bien connu des organisations syndicales pour l'ensemble de son œuvre, **l'inspecteur la Bavure Pressure les personnels en toute impunité depuis belle lurette.** L'intersyndicale 1er degré réagit dès cette semaine avec un rassemblement devant le Rectorat ce mercredi à 10h, une **CHSCTA** extraordinaire devant être convoquée prochainement.

**Le hiérarchie va-t-elle couvrir une fois de plus - et au mépris de la santé des personnels -, les agissements inacceptables de l'un de ses membres ? Les paris sont ouverts !**

## L'EMMANUEL DE LECTURE DE JEAN-MICHEL

Blanquer a une idée très sûre de ce qu'il convient de faire pour améliorer les performances des écoliers français. Ses équipes ont décidé de prendre en main l'enseignement de la lecture : un manuel « officiel »



baptisé « *Pour apprendre la lecture et l'écriture au CP* » basé sur la **méthode LEGO** (si, si...) a été édité par l'Education nationale. **Du jamais vu.**

Plusieurs académies dont **La Réunion** ont été sélectionnées pour accueillir depuis la rentrée de septembre le manuel en question à titre expérimental. En France, jamais il n'y a eu d'édition d'État dans le sens d'un manuel publié et prescrit par les autorités, même du temps de Jules Ferry ou de Pétain. La publication d'un manuel estampillé par le ministère remet en question la liberté pédagogique et crée **un précédent dangereux.**

**A quand un manuel d'histoire ou d'économie unique et officiel ?**

# ARMÉE /ÉDUCATION : PARTENAIRES PARTICULIERS

D'aucun-e-s vont peut-être penser qu'on a des idées fixes mais bon, c'est quand même pas notre faute si en nous connectant sur le site du Rectorat, on est tombés sur ça :



« L'académie compte cette année **10 classes défense et sécurité globale** : 9 en collège et la 10ème au lycée Jean Hinglo au Port. Pour les lycéens volontaires qui ont fait le choix de la rejoindre, le partenariat avec la Marine nationale sera **un levier dans l'orientation des élèves**, tous désireux de découvrir de nouveaux métiers, en lien avec la Défense nationale. Tout au long de l'année, des temps de rencontres et d'échanges entre les élèves et les militaires seront organisés. Ils offriront aux élèves l'occasion de partager une expérience riche et constructive auprès de **militaires incarnant l'engagement et les valeurs citoyennes, et auxquels ils pourront s'identifier** ».

On y apprend aussi qu'entre le 2 et le 5 novembre, ce ne sont pas moins de 3 classes défense et sécurité globale qui sont créées cette année dans des établissements scolaires de l'académie. Instituées en 2011, elles sont « un partenariat fort entre une unité militaire et une classe de collège, de lycée, voire d'école élémentaire » et ne cessent de se développer.

La "**symbiose**" armée - école, vieux rêve d'un ancien ministre socialiste de la Défense (Charles Hernu, 1982) n'en finit pas de se renforcer. Depuis 1982, « l'esprit de défense », matérialisé par des protocoles conclus par les ministères de l'Education nationale et de la Défense (1982, 1989, 1995, 2007, 2016), de droite comme de gauche (voir encadré), est devenu l'objectif, dans un premier temps de la seule éducation civique, avant d'élargir son domaine d'intervention jusqu'à nos jours à l'ensemble de la scolarité des élèves.

Les partenariats comme le [dispositif « cadets de la défense »](#), préfiguration du [Service National Universel](#) se sont développés; les rectorats ont multiplié les actions conjointes avec l'armée comme le [« Rallye citoyen »](#) organisé depuis plusieurs années à La Réunion, ont ouvert des classes défense sécurité globale ou des sections de Bac pro sous régime militaire.

**Le domaine d'intervention concédé à l'armée au sein de l'institution scolaire a dépassé les limites** : il s'agit d'un processus pleinement assumé d'**endoctrinement politique** qui consiste à diffuser les valeurs militaires parmi les enseignants et les élèves et à transférer les méthodes de l'armée au sein de l'Education nationale. Dans **SUDKIFO de juin**, nous dénonçons l'ouverture d'un bac pro systèmes électroniques du Lycée Memonna Hitermann en partenariat avec le RSMAR. **Le reportage de Réunion première** qui y a été consacré mi-novembre illustre bien notre propos.

**La militarisation du système éducatif est devenue une réalité, elle s'amplifie. Elle ne peut que susciter notre objection de conscience. Il est hors de question de se prêter par notre silence ou notre complicité active à cet embrigadement des esprits et au reniement de l'éthique éducative qui fonde notre engagement.**

**En primaire, le dernier protocole défense -Education Nationale**, celui de mai 2016, recommande de faire participer activement les enfants aux concours organisés par le ministère de la Défense ainsi qu'aux manifestations patriotiques. Des « *classes de défense* », avec immersion des enfants directement en milieu militaire, pourront y être organisées.

**Dans le secondaire**, outre la promotion d'une « *culture de défense* », notamment dans le cadre de l'enseignement d'histoire-géographie et EMC, collégiens et lycéens sont particulièrement sollicités par les métiers de la défense. Il s'agit de « *renforcer le potentiel d'accueil au sein de la défense de jeunes souhaitant découvrir la vie professionnelle ou s'y préparer.* » Dit plus abruptement, les sergents recruteurs sont les bienvenus dans les établissements scolaires.

**Les enseignants** et futurs enseignants ne sont pas oubliés. Les futurs professeurs « *doivent pouvoir disposer d'une formation adéquate dès leur passage dans les Espé* » et leurs aînés trouvent [sur EDUSCOL les ressources pédagogiques](#) idoines. Les plus jeunes sont encouragés à s'engager dans la réserve militaire. Les militaires désireux de se reconverter seront accueillis à bras ouverts « *pour combler les emplois vacants d'enseignants ou de non-enseignants* ».

## PETIT POULET DEVIENDRA GRAND



En ces temps de doute et d'incertitude, une chose semble acquise : l'uniforme est tendance (voir article précédent). Oh, pas la blouse blanche (pour ça, on a déjà applaudi, lâché un petit billet, faudrait pas commencer à exagérer non plus), non, le kaki et le bleu !

On sait la place que commence à prendre l'Armée à l'école, avec les Classes Défense (voir l'article armée/éducation dans ce numéro...), et c'est maintenant au tour de la Police de venir jusque dans nos bras racoler nos marmailles et leurs compagnes. Ainsi, le collège Mille Roches s'enorgueillit-il sur son site du partenariat établi entre sa classe de 3ème "Défense" et les gars et les filles en bleu. "A l'issue de cette cérémonie [de signature de la convention collège-police], le collège a offert un magnifique buffet aux participants," déclare tout vibrant de fierté "citoyenne" un article joliment illustré de chouettes ados au garde-à-vous. Et l'Académie d'affirmer sur [le sien](#) que "ce partenariat permettra une meilleure connaissance de notre police par les élèves, ainsi qu'un support très porteur pour des travaux sur la citoyenneté".

**Pour notre part, nous rêvons plutôt la citoyenneté comme l'état d'individus libres et solidaires, capables d'esprit critique et d'autonomie, tissant des liens fraternels avec leurs semblables : pas des rouages obéissants d'un système policier, que ce soit sous l'uniforme ou comme "citoyen-relais".**

*Un petit conseil de lecture pour nos (futurs-ex ?) aspirants-poulagas : Flic, de Valentin Gendrot (Editions Goutte d'Or, septembre 2020). A se procurer dans tous les bons CDI. Et une tit'chanson en prime ICI !*

## MERCI MON BON MINISTRE



Si on avait un doute sur le mépris envers notre travail et l'orientation qu'on veut faire prendre à notre Ecole, il suffisait de participer au sondage Metice du mois d'octobre : le virtuel, êtes-vous assez pour, à fond pour, ou carrément un fan ? L'enseignement à distance, ça vous plaît beaucoup, ou vraiment très beaucoup ? Aucune possibilité de nuancer son avis sur le sondage, même pas une case à la fin pour apporter des remarques ou une contradiction, bref, une seule solution : quitter.

Et pour ceusses qui ont découvert les questions posées aux élèves de seconde dans la pseudo-évaluation, ce ne fut pas mieux : « ton prof, cette feignasse, a travaillé pendant le confinement ? Il a fait semblant ? N'est-ce pas qu'il n'a pas fait de visio-conférence par le CNED et que c'est bien un gros branleur, hein ?

## **SIMONE, AU SECOURS ! ILS SONT DEVENUS FOUS !**



Le droit à l'avortement est un droit légitime et nécessaire pour l'égalité des femmes et des hommes. Ce droit est remis en cause en France. Quelques chiffres : près d'une femme sur trois a recours à l'avortement au cours de sa vie. Chaque année, sur 1 000 jeunes de 12 à 14 ans enceintes, 770 ont recours à une IVG et entre 3000 et 4000 femmes « hors délai » partiraient avorter à l'étranger.

Les raisons de ce dépassement du délai légal sont multiples ; inégalité entre les territoires, **fermeture progressive des centres d'IVG** par manque de moyens, diminution du nombre de praticiens ainsi que de nombreux gynécologues invoquant la « clause de conscience » qui leur permet de refuser le geste. Il s'écoule alors plusieurs semaines entre le 1er Rendez-vous et l'intervention rendant celle-ci parfois impossible en France.

Même si le gouvernement réaffirme que le droit des femmes à disposer de leur corps « ne saurait être remis en cause en période de crise sanitaire », **le confinement n'a fait qu'aggraver la situation**. Les femmes ne peuvent pas forcément exercer ce droit par manque de transports en commun pour se rendre à l'hôpital ou chez le médecin, par impossibilité de confidentialité, peur d'avoir ou d'attraper le Covid-19, parce que les enfants sont en permanence à la maison...

### **Un petit pas ....**

Le 8 octobre, les députés adoptent un amendement visant à allonger le délai légal de l'IVG de 12 à 14 semaines de grossesse (soit 16 semaines aménorrhées) malgré les réticences d'Olivier Veran qui qualifie le sujet de « sensible » et « prématuré » ! Ne nous emballons pas, attendons l'examen par le Sénat... Nous restons quand même loin derrière les Pays Bas où l'IVG est fixé à 22 semaines et le Royaume-Uni à 24.

**L'avortement est un choix, un droit qui nécessite des moyens financiers, des campagnes d'information et de sensibilisation.**



## MAIS QUELLE TÊTE DE PIAL !

Eu égard aux directives européennes, la France est depuis longtemps à la traîne en matière d'accompagnement des élèves à besoins particuliers. La généralisation des Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés multiplie les chefaillons et les cheftaines, au détriment des personnels AESH bien sûr, mais aussi bien souvent des enfants. Le maître-mot de cette nouvelle organisation en PIAL est **flexibilité** :



**Laure est en classe mi-août avec son élève** quand elle apprend qu'elle doit prendre ses cliques et ses claques pour changer d'élève et d'établissement. Pas le temps de dire au revoir et voilà qu'elle découvre qu'elle interviendra désormais sur trois établissements différents, deux écoles primaires et un collège. Le 10 novembre, elle reçoit un mail de sa gestionnaire lui enjoignant de se signaler non-gréviste avant midi ! Sentant le vent du grand n'importe quoi arriver, elle se dit qu'elle ne peut plus rester seule et décide de se rapprocher de Sud Education, pour mieux connaître ses droits et refuser l'inacceptable.

**Julien ne décolère pas** : *"on se retrouve donc avec des emplois du temps à trous qui nous font un présentiel en établissement important. Pour ma part : quotité de 21 heures d'accompagnement avec l'élève ; temps de présence au lycée : 27 h... sans parler de collègues qui font des heures sup non comptabilisées (évidemment) pour le besoin de l'élève ou pour pallier les lacunes de l'institution concernant des accompagnements avec spécialisation (langage des signes par ex). Juste our dire que les personnes qui font ce métier ont une conscience professionnelle parce que ce sont elles qui sont au plus près des besoins des élèves porteurs de handicap et connaissent le mieux leurs besoins. Mais, et on en parle tous les jours, on ne se sent pas considérés et certains se sentent même méprisés."* **S'informer sur ses droits, plus que jamais un devoir !**

[Le tract ICI](#)   [Le guide AESH ICI](#)   [TOUS LES GUIDES SUD EDUC A TELECHARGER ICI](#)

## LE JOUR D'APRÈS

**Les militants d'Extinction Rebellion informent du lancement de la première "action citoyenne de masse" organisée le samedi 19/12 à Saint-Paul :**

- Une **vélorution** : départ à **13h du Cimendef**.
- Une **action de plantation dans les espaces publics de la ville** : revégétaliser et planter pour manger.
- Une **action de nettoyage des déchets de toute la ville** et d'opposition au projet d'incinérateur d'ILEVA.
- Une **action ANTI PUB** : stop aux multinationales importatrices nous disant quoi acheter au détriment des petits commerces.

Toute personne souhaitant participer peut s'inscrire en remplissant ce formulaire : <https://framaforms.org/le-jour-dapres-samedi-19-decembre-1605286722>

#SOUTIEN AUX 4 DE MELLE



## PLUS C'EST DUR PLUS C'EST BON

**Non non, n'ayez crainte, aucune insanité, on ne vous parlera pas de l'article 24 de la loi sécurité globale, même amoindri et que Le Pen a apprécié (tout en s'en plaignant à la télé) mais bien de la confirmation de la dérive sécuritaire : de la criminalisation grandissante des mouvements sociaux.**

On l'a vu pour les « **4 de Melle** », ces enseignants censés avoir commis de graves délits - que dis-je ! des crimes ! - lors de la grève contre la réforme du lycée made in Blanquer, et dont les chefs d'accusation ont fondu comme neige au soleil austral : pas facile quand il y a peu de preuves. Après 7 heures de « procès » chacun au rectorat, ils ont donc été condamnés à des peines bien moindres que celles demandées (l'un d'eux étant quand même changé d'établissement). Des condamnations malgré l'avis des commissions disciplinaires ! Eh oui, quand les commissions ad hoc ne veulent pas, il faut faire appel à la grosse commission : le Ministère ! On va voir s'ils partent en justice, la vraie, mais ça coûte cher. **Pour les mêmes motifs, la Rectrice de l'académie de Bordeaux a engagé une procédure contre 3 enseignants du lycée François Mauriac** (en savoir plus **ICI**)

**Chez nous, à la Réunion,** on le voit aussi avec la **condamnation des membres des Zazalé** à des amendes mais aussi à de lourdes peines d'intérêt général: il faut bien les rééduquer, ces mal-pensants, non ? Ah ! On a beau dire, les camps de rééducation, ça a du bon ! On voit aussi que ne pouvant reprocher ouvertement à des activistes leurs idées anti-Macron, ceux d'en haut essaient de les calmer en tapant sur le portefeuille ! Ah, t'avais pas de masque, là ? Allez, 135€ ! Ah si, t'en avais ? Mais c'était déclaré en préfecture ? Non ? Je t'ai bien eu ! Tu veux pas qu'on coupe les arbres ? Et zou, une convocation à la gendarmerie, et le dimanche matin s'il te plaît ! T'es pas le leader ? Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. Et s'y s'nettoie, c'est qu'il est pas propre ! Tous coupables, je vous dis ! Et tous bâillonnés, à grand renfort de FFP2...

Jusqu'au **Festival du film militant**, évènement pourtant bien inoffensif s'il en est, annulé au lendemain de sa première soirée. Pourquoi ? Parce que seulement déclaré en gendarmerie saint-leusienne, mais pas à la Kommandantur préfectorale ! Donc, censuré, et circulez, y'a plus rien à voir ! Par les temps qui courent, il ne fait donc plus bon militer à Greenpeace, Attac, Alternatiba, Amis de la Terre, Extinction Rébellion et autres formations altermondialistes, associations écologiques ou collectifs citoyens...

**Big Brother is watching you !**

# LES COMPTES DÉFAITS DE JEAN-MICHEL MENTEUR



**3528** cas d'élèves positifs en France sur la semaine de la rentrée selon les chiffres du Ministère. Enfin une bonne nouvelle : le grand méchant virus a eu du mal à passer les portes des établissements scolaires ! Il a eu beau tirer la chevillette, pas question que chût la bobinette ! Jean-Mimi a veillé au grain avec un protocole en béton ! Ou en briques... mais certainement pas en paille (ni même en bois) comme semblent le suggérer les vilains petits enseignants!

Virus y es-tu ? M'entends-tu ? Ben non i y est pô puisqu'on vous le dit : 3258 cas en une semaine pour 12 millions d'élèves... Des chiffres si bas qu'on se demande bien pourquoi le Ministre bascule les lycées à moitié en distanciel et supprime les épreuves communes du Bac... Même [Hervé Morin](#) (un dangereux islamo-gauchiste) n'en croit pas ses yeux ni ses oreilles et trouve que « *ce chiffre est très énigmatique* » !

**Y a un truc, c'est sûr !**

Et puis il a fallu que [des journalistes](#) (enfin pas des vrais journalistes puisqu'ils ne travaillent pas sur France télévision, CNEWS ou BFM) aillent comparer, **pour la semaine suivant les vacances d'octobre**, les chiffres de Jean-Mimi avec le nombre réel de jeunes testés (d'après les remontées des laboratoires publiées par Santé Publique France), révélant une **sous-estimation massive** par le Ministère **du nombre d'élèves contaminés**. Selon la manière de calculer, on constate, pour l'ensemble du territoire, un nombre réel de cas positifs de 7 à 12 fois supérieur aux chiffres du Ministère chez les jeunes de 0 à 19 ans sur sept jours, la palme revenant à la région Auvergne-Rhône Alpes avec un nombre de cas positifs près de 24 fois supérieur aux chiffres du Ministère. **Et après on s'étonne que les petits Français ne soient pas bons en Maths !**

**Et à la Réunion ?**

Selon Santé Publique France, il y a eu **120 cas** positifs dans la semaine du 26 octobre au 1er novembre (25 de 0 à 9 ans, 95 de 10 à 19 ans).

Quant aux chiffres du Rectorat sur le nombre d'élèves positifs, le [point de situation daté du 30 octobre](#) indique un cumul sur les 7 jours précédents de **28 cas**, soit 4,3 fois moins que les chiffres rectoraux. Où l'on constate que la Rectrice manie la baguette (magique) aussi bien que son Ministre.

## AVOIR 20 ANS AU TEMPS DU COVID

Les universités ouvriraient 15 jours après les lycées, un mois après les lieux de culte ! Il semble plus compliqué d'organiser des cours en amphithéâtre que des messes ! 3 millions d'étudiants n'ont pas remis les pieds à la fac depuis le mois de mars (si l'on excepte quelques jours). Délibérément, Macron en a décidé ainsi, prouvant, s'il en était besoin, son mépris de la jeunesse et son étroitesse d'esprit et de discernement ! Rassurons-nous, les prépas restent ouvertes...

Pour un jeune de 20 ans, confinement = enfermement = zéro vie sociale = isolement mortifère. Mais pour certains, il est aussi synonyme de dépression (troubles du sommeil, stress, anxiété) et de précarité (moins de petits boulots, augmentation des bénéficiaires des épiceries solidaires et des restos du cœur).



Crions-le bien fort ! Un étudiant n'est pas plus contaminant que des millions de salariés entassés dans le métro, que des croyants priant dans leur lieu de culte, que des consommateurs se ruant dans les rayons des supermarchés... **A 20 ans, on rit, on étudie, on sort, on baise. Les universités sont « autonomes ». Qu'elles le prouvent !**

*A lire : « Les étudiants sont-ils les derniers de cette putain » de cordée ? » d'Olivier Ertzscheid (maitre de conf à Nantes)*

### Contre la casse de l'éducation

### Une seule solution : SUD EDUCATION !



[contact@sudeducation974.org](mailto:contact@sudeducation974.org)

**Rompre avec l'isolement. Résister, lutter. Améliorer ses conditions d'existence. Construire un outil de défense, d'information et de critique. Lutter pour une transformation sociale. Participer à la démocratie du syndicat. S'informer, se former...**

[\*\*TELECHARGER LE BULLETIN D'ADHESION\*\*](#)

**BONNES VACANCES À TOUS ET À TOUTES QUAND MÊME !**